



CONTRIBUTION DE L'ÉCOLE ÉMANCIPIÉE AUX DÉBATS DU CDFN DE NOVEMBRE 2025

Sortir la fleur de la fange...

Le capitalisme entre depuis quelque temps dans une nouvelle ère, celle de la finitude, celle du renouveau d'un impérialisme prédateur des ressources dans un monde fini. A cet égard, la Russie, la Chine et les États-Unis portent aujourd'hui une immense responsabilité dans les conflits à l'échelle internationale. Cela est particulièrement prégnant ces derniers jours avec les multiples attaques du trumpisme contre le Venezuela, contre le Groenland qu'il voudrait annexer, contre les pays européens en imposant de nouveaux droits de douane, contre les Nations Unies avec la création d'un conseil de la paix entièrement à sa botte, attaques qui laissent penser que le pire peut encore advenir.

Face à cela, le gouvernement choisit le chemin de la dérive militariste comme le montrent les propos de Macron après ceux du chef d'état-major des armées, ou encore l'augmentation du budget de la défense au-delà de la trajectoire initiale envisagée, ainsi que les entreprises de militarisation de l'école. France Travail va désormais orienter massivement les privé-es d'emploi vers l'industrie de la défense, dans un cadre où le « choix » apparaît largement

contraint par les politiques de contrôle des chômeur-ses.

Autrement dit, sous couvert d'insertion professionnelle, se dessine une logique de coercition implicite : produire des armes ou risquer la perte de ses droits et de ses allocations. La FSU ne peut accepter cela.

La jeunesse mérite bien mieux que la guerre et des discours bellicistes. Lors de ces crises successives, le capitalisme a toujours eu besoin de la guerre pour produire plus et relancer les profits. La course à l'armement voulue par le gouvernement français, sous la pression de Trump et Poutine, ne pourra conduire qu'à toujours plus de barbarie.

Nous devons défendre la paix et le refus de tout diktat des pays impérialistes. La FSU doit participer aux initiatives unitaires dénonçant l'entrisme de l'armée dans les établissements scolaires et éducatifs de la PJJ en refusant toute militarisation de la jeunesse.

Dans ce contexte de militarisation et de criminalisation des mouvements sociaux, la PPL « Yadan » soutenue par les défenseur-ses du génocide en Palestine a été votée en

commission et pourrait l'être à l'Assemblée. La FSU doit continuer à mobiliser contre ce projet de loi qui cherche à criminaliser le soutien à la Palestine comme la dénonciation de la politique raciste du gouvernement sioniste israélien. C'est encore dans ce contexte qu'une librairie féministe et LGBT+ a été perquisitionnée pour saisir un cahier de coloriage.

Dans ce contexte mondial, le théâtre pathétique d'une macronie finissante trouvant des alliés tenants d'un budget austéritaire à tout prix, comme le risque fasciste que ce théâtre contribue à rapprocher, sont autant d'éléments qui peuvent conduire notre syndicalisme à une forme de morosité, de passivité en attendant des jours meilleurs.

Or, rien ne serait pire que d'attendre sans agir. Rien ne serait pire que de laisser les questions sociales disparaître. Rien ne serait pire que de penser que nos exigences de justice sociale, fiscale et climatique ne seraient plus audibles.

La situation est néanmoins objectivement difficile. Les salarié-es, comme nous, voient parfaitement le degré d'affrontement nécessaire contre les politiques libérales et l'extrême droite, mais nos revendications restent toujours très largement majoritaires dans le monde du travail.

Les déclarations aujourd'hui confirmées d'Éric Lombard, qui fut un temps grand argentier de la macronie, sur l'évitement complet des plus riches à l'impôt sur le revenu, le rapport d'Oxfam sur l'enrichissement arrogant et dangereux des plus riches sont autant d'arguments pour démontrer qu'il existe des alternatives, notamment en termes de fiscalité et pour une toute autre répartition des richesses.

Pour autant, le travail syndical nécessite de construire les mobilisations à partir du terrain, liant revendications sectorielles, combat pour une autre répartition des richesses et intérêt général.

Cela nécessite d'abord d'activer le plan d'action que nous avons élaboré lors du précédent CDFN, et de le décliner en visibilisant, articulant et

développant les mobilisations locales/nationales et sectorielles, les actions qui relèvent d'un syndicalisme de terrain et dégager les échéances à moyen terme sur les mobilisations. Ce plan devra inclure les mobilisations du 8 mars et l'appel à la grève féministe.

Pour cela, nous avons des atouts, dont sans doute le plus fondamental pour nous, c'est le lien de terrain, entre les équipes militantes et les personnels. Le deuxième atout est le travail engagé par la FSU sur le budget depuis un long moment, le troisième est notre capacité à lier les questions corporatistes et la défense d'un autre modèle de société.

Cette campagne de terrain pour construire la mobilisation, en plus du travail spécifique des syndicats nationaux, peut s'appuyer, dans le cadre des municipales, sur les 14 exigences pour les services publics locaux développées par le collectif « Nos services publics », sur le travail de défense de l'école publique et la nationalisation de l'enseignement privé sur la base du travail du Collectif de défense de l'école publique ou enfin sur la campagne de l'AES sur le bâti scolaire.

De quoi faire campagne et se projeter dans la défense de notre projet lors des élections municipales dans deux mois à peine où, la FSU, dans les cadres les plus larges, et en particulier avec l'intersyndicale à 5, devra continuer à mener avec pugnacité campagne contre l'extrême droite et ses idées comme contre les tentatives d'alliance entre la droite et l'extrême droite. Cette campagne doit marteler que l'extrême droite ne veut ni des services publics ni des fonctionnaires, qu'elle attaque et supprime des subventions municipales aux associations qui lui sont hostiles, qu'elle fait du népotisme et du clientélisme un mode de gestion.

Construire la résistance face à l'extrême droite et aux politiques libérales, construire des mobilisations sociales ancrées sur le terrain qui ne lâchent rien sur les fondamentaux, c'est aussi un profil syndical pour s'engager dans la campagne des élections professionnelles.

Et pour bien engager ces élections professionnelles, plus que jamais il faut faire vivre la FSU, faire connaître et vivre le U, démultiplier les campagnes fédérales. D'ores et déjà, la protection sociale complémentaire, pour laquelle on peut porter à la fois notre projet de 100% sécu et l'opiniâtreté des positions de la FSU dans les négociations, doit d'être l'occasion de faire du fédéral. La bagarre pour gagner un véritable statut de catégorie B des AESH et pour défendre leurs conditions de travail doit aussi permettre de construire une campagne fédérale, d'autant plus que ces personnels devront voter FSU à l'ensemble des scrutins. Le budget de Lecornu entérine les 4000 suppressions de postes à l'éducation nationale. Elles dégraderont les conditions de travail déjà entamées par les effectifs chargés, l'inclusion à marche forcée, le new management... Si le recul sur le choc des savoirs est lié à nos mobilisations, la politique éducative du gouvernement est à rejeter dans

son ensemble. Cela s'inscrit dans une logique plus large de casse des services publics, avec des baisses budgétaires drastiques pour les agences et opérateurs de l'État, notamment dans l'écologie, la recherche, l'emploi ou la culture, la justice et la prise en charges des enfants dans le cadre de la protection de l'enfance qui affaiblissent durablement les missions d'intérêt général et organisent leur asphyxie.

Enfin, notre projet pour la jeunesse, les jeunes, nos batailles contre la réforme de la voie pro, celle du lycée ou l'austérité permanente du supérieur doivent nous permettre de faire du lien et mettre en lumière l'urgence de lui écrire un autre avenir. La FSU, en tant que première fédération de l'enseignement, doit organiser, dans un cadre unitaire et avec les fédérations de parents d'élèves, une mobilisation inscrite dans la durée en mettant en débat la grève pour obtenir un autre projet pour l'École.

Carbofascisme ou écosocialisme ? Construire l'alternative au temps du capitalisme de la finitude

Le 7 janvier 2026, l'administration Trump a annoncé le retrait des États-Unis de 66 organisations internationales – 31 sont liées à l'ONU –, dont la coopération-cadre sur le climat, le groupe des experts du GIEC, mais aussi les groupes liés à l'égalité femmes-hommes. Quatre jours auparavant, Trump revendiquait la prise de contrôle économique et politique du Venezuela et de ses ressources pétrolières. Le coup militaire contre Maduro, préparé depuis de longs mois, a exploité les fragilités liées aux sanctions économiques affligeant le pays et à la dérive autoritaire et clanique du régime chaviste, mais c'est d'abord un choix politique : celui de déployer le *big stick* de l'impérialisme fossile américain, avec les menaces sur le Groenland ou l'Iran. Sur le plan intérieur, les politiques nationalistes et xénophobes sont déployées pour consolider un pouvoir trumpiste patriarcal en l'affranchissant des règles démocratiques, avec l'oppression des grandes

ville tenues par les démocrates et l'emploi de la violence. Les meurtres de Renée Good et Alex Pretti par la police fédérale de l'immigration, l'ICE, à Minneapolis, cristallise le basculement fasciste que cherche à imposer le pouvoir trumpiste. La mobilisation pour les droits et les libertés aux États-Unis mérite toute notre solidarité, car l'issue de cette lutte va avoir une influence importante sur le niveau de confrontation guerrier à l'échelle mondiale. Le gouvernement américain renverse l'ordre international post 1945, au profit d'une forme d'autarcie autoritaire matinée de colonialisme : s'accaparer un maximum de ressources naturelles avant qu'un rival potentiel ne s'en empare dans le cadre d'un monde fini, et mettre ces ressources au service d'un groupe social défini (hétéropatriarcal et blanc). Il est hors de question de laisser Trump dicter au monde son libéralisme fascisant. Il est urgent de s'opposer à son envie de règne mondial, cela peut passer

par le boycott de la coupe de monde de football, la sortie rapide des GAFAM...

Dans ce "capitalisme de la finitude", les chocs des impérialismes, réels, sont présentés comme surplombants et inéluctables. Pourtant le système est pétri de fortes contradictions internes : les intérêts de ses acteurs ne sont pas homogènes, les chaînes de valeur sont largement dépendantes de la circulation des flux de marchandises, de capitaux et d'informations à l'échelle globale, les inégalités sociales qu'il engendre ouvrent des possibles.

La révolte populaire en Iran, avec laquelle notre solidarité doit être sans faille, démontre que les exigences de bien-être économique et social et de libertés sont des aspirations partagées par les jeunes du monde entier, comme l'ont rappelé aussi les soulèvements de la GenZ, au Népal et à Madagascar entre autres... La justice climatique, la justice sociale, les droits des femmes et des minorités, les droits des peuples sont de puissants leviers pour combattre et articuler de façon internationaliste les combats locaux et globaux. Le mouvement mondial de solidarité avec la Palestine le souligne. Il doit se poursuivre tant que le génocide ne sera pas arrêté : Gaza est un laboratoire, il est vital de maintenir la pression sur Israël avec des sanctions, de briser l'enfermement du peuple palestinien.

Renforcer nos combats internationalistes, créer des fronts larges de mobilisation contre l'impérialisme et le "carbofascisme" qui advient, créer des alliances pour une transition écosocialiste, imposer des normes démocratiques environnementales et sociales qui permettent la redistribution et l'égalité, les défendre dans le cadre de nos luttes quotidiennes et les faire advenir est une tâche difficile mais indispensable. C'est à cette condition que pourront émerger des alternatives réelles au monde de prédation, de domination et de guerre que cherchent à nous imposer les puissances impérialistes.

Jean Malifaud nous a quitté-es brutalement alors qu'il était engagé dans un long combat contre la maladie.

C'est en 1968 que Jean s'engage à l'université dans des combats pour l'émancipation qui dureront toute sa vie. Il rejoint le SNESup et l'École émancipée. Il mène des combats internationalistes sur tous les terrains qui nécessitent l'affirmation d'une solidarité (Vietnam, Amérique latine, Irlande, Nicaragua et Amérique centrale, Ukraine récemment).

Après la scission de la Fédération de l'éducation nationale en 1991, il pousse activement à ce que l'ÉE s'engage pratiquement dans la constitution de la FSU. Il voulait y développer l'esprit d'un syndicalisme interprofessionnel. En 1994, il a travaillé d'arrache-pied à l'élaboration des statuts de la nouvelle fédération, et y a pris une part décisive. Il y a défendu avec obstination un fonctionnement pluraliste. Pour lui, pour nous, ces histoires de statuts et de règlement intérieur, ce n'était pas des questions dites « administratives ». Cela devait avant tout incarner le profil politique de la fédération, ses principes, son projet syndical. Et Jean était le premier de cordée à œuvrer à cela.

Dans le SNESUP, Jean a beaucoup contribué à renforcer la tendance. Il a fait partie de ceux et celles qui ont obtenu la reconnaissance de la légitimité des camarades de l'EE à participer aux exécutifs syndicaux. Il a ainsi inauguré la présence de l'EE dans les travaux du secrétariat national du SNESUP, non sans mal parfois.

Pour de nombreuses et nombreux camarades qui ont décidé un jour de venir militer dans les instances syndicales nationales, les interventions particulièrement intelligentes et politiquement très claires de Jean dans les assemblées générales ou réunions nationales ont souvent été décisives.

Avec Jorge et Monique, ils ont reconstruit notre revue après la scission de l'École émancipée en 2002 et en ont fait un instrument incontournable pour notre intervention syndicale.

Son énergie était contagieuse, son humour et son sens de l'auto-dérision amenaient dans nos discussions parfois trop sérieuses des rires qui nous rapprochaient et nous permettaient de prendre du recul. Et surtout, il y avait cet aspect humain. Toujours aller au resto après une réunion, boire un coup (des coups...) autour d'un bon petit plat... Et discuter...Et rigoler.

Nous continuerons nous aussi le combat !